



INFORMATION CLIMATIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

CLIMDEV-AFRICA

RÉSUMÉ

OCTOBRE 2010



Commission de
l'Union africaine



Banque africaine
de développement



Commission économique
pour l'Afrique

1

Le Programme renforcera ainsi la capacité politique pour répondre d'une manière adéquate aux défis du changement climatique, ajoutant une valeur certaine aux multiples activités liées au changement climatique en cours dans la région.

PRÉFACE

Le manque d'information et de services adéquats dans le domaine du changement climatique entrave les efforts pour une intégration appropriée du changement climatique dans la planification du développement en Afrique. Par conséquent, les institutions gouvernementales, les praticiens du développement et les prestataires de services, engagés dans les secteurs sensibles au climat, sont incapables de gérer efficacement les risques climatiques et de lier les préoccupations du changement climatique aux impératifs de développement. Pour un continent où autant de vies, les moyens d'existence, et même les économies nationales entières dépendent de secteurs qui sont sensibles au climat, il est inconcevable que l'utilisation d'information climatique pour guider les décisions de gestion dans les secteurs sensibles au climat ne soit pas une pratique courante.

Pour remédier à cette situation, la Commission de l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement et la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique, ont conjointement développé le programme intitulé « Climat pour le Développement en Afrique : ClimDev-Afrique ». Le programme a pour objectif l'intégration effective de l'information et des services climatiques dans la planification du développement et la prise en compte des considérations climatiques dans les politiques et les programmes ayant pour cible la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du Développement Durable en Afrique. ClimDev-Afrique supportera les efforts collectifs de ces trois Institutions Africaines clé pour favoriser une réponse commune et coordonnée au changement climatique partout sur le continent.

ClimDev-Afrique renforcera, en particulier, les capacités des Institutions Africaines appropriées en vue d'une amélioration de la production et l'analyse de l'information et de l'élaboration des politiques. Le Programme renforcera ainsi la capacité politique pour répondre d'une manière adéquate aux défis du changement climatique, ajoutant une valeur certaine aux multiples activités liées au changement climatique en cours dans la région. En tant que complément stratégique aux programmes et autres initiatives qui cherchent à financer directement les projets et les activités d'adaptation, ClimDev-Afrique se concentrera sur la facilitation de l'utilisation de l'information climatique pour la prise de décisions des diverses partie-prenantes et pour le financement des activités pré-investissement. Les bénéficiaires initiaux du Programme seront les Communautés Économiques Régionales, les organisations climatiques, météorologiques et de gestion de ressources en eau (incluant les Organisations de Bassins Fluviaux), les gouvernements et les institutions nationaux, y compris les Parlements et les Services Météorologiques et Hydrologiques nationaux, ONGs/OSCs et les négociateurs africains du climat, parmi tant d'autres.

Nous sommes confiants que ClimDev-Afrique sera un grand catalyseur pour changer la manière dont le changement climatique sera abordé en Afrique, et permettra d'assurer une approche plus coordonnée en ce qui concerne l'intégration des préoccupations du changement climatique dans l'agenda du Développement Durable de l'Afrique. Nous invitons tout le monde à joindre leurs efforts pour une mise en œuvre réussie de ClimDev-Afrique.

Jean Ping
Président
Commission
de l'Union Africaine

Donald Kaberuka
Président
Banque Africaine
de Développement

Abdoulie Janneh
Secrétaire Exécutif
Commission Économique des
Nations Unies pour l'Afrique

2

Le programme ClimDev-Afrique permettra de bâtir une base solide en Afrique en vue d'une réponse aux changements climatiques, en se basant sur une solide assise scientifique et sur des infrastructures d'observation du climat, permettant des partenariats solides entre les institutions gouvernementales, le secteur privé, la société civile et les communautés vulnérables, créant et renforçant les plateformes de connaissance en vue d'appuyer et d'intégrer les actions requises.

2. Contexte et Justification

Le Programme sur l'information climatique pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique) est une initiative conjointe de la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le programme a été instruit lors des rencontres régionales des Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que par les Ministres Africains des Finances, du Plan, du Développement Economique, et de l'Environnement.

Le Programme constitue une réponse aux défis urgents que posent les variabilités et changements climatiques pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Bien que le continent africain ne contribue qu'à moins de 4% des émissions globales des gaz à effet de serre, les pays africains sont parmi les plus vulnérables face aux impacts négatifs des changements climatiques. En effet, il est attendu que l'Afrique subisse plus rapidement et plus durement ces effets, en raison de sa faible résilience et de sa forte dépendance vis-à-vis des secteurs sensibles au climat, tels que l'Agriculture. Les coûts économiques moyens des changements climatiques en Afrique seraient équivalents à 1.5-3% du PIB annuel d'ici 2030, et pourraient croître, en l'absence d'un accord international sur les émissions de gaz à effet de serre.

Le programme ClimDev-Afrique a été initié depuis Avril 2006. De l'idée initiale qui consistait à améliorer considérablement les informations climatiques pour l'Afrique, le programme a été étendu au pour couvrir aussi le renforcement de l'utilisation de ces informations pour la prise de décision, en améliorant les capacités analytiques, ainsi que la gestion et la diffusion des connaissances. Cela provient du fait que l'information à elle seule ne pourrait pas conduire à la définition des politiques efficaces.

Ainsi, le programme cherche à surmonter les barrières liées notamment aux manques d'informations nécessaires, et d'analyses et options requises par les décideurs politiques à tous les niveaux. Le programme ClimDev-Afrique permettra de bâtir une base solide en Afrique en vue d'une réponse aux changements climatiques, en se basant sur une solide assise scientifique et sur des infrastructures d'observation du climat, permettant des partenariats solides entre les institutions gouvernementales, le secteur privé, la société civile et les communautés vulnérables, créant et renforçant les plateformes de connaissance en vue d'appuyer et d'intégrer les actions requises.

Le programme ClimDev-Afrique va renforcer les institutions africaines en charge du climat et du développement aux niveaux régional, sous-régional et national. Il permettra également de définir des politiques appropriées basées sur les informations et l'analyse des options politiques. Le programme améliorera les pratiques en lien avec le climat aux niveaux des institutions sectorielles, et ce à travers une amélioration de l'environnement politique, et contribuera à juguler les faiblesses actuelles tant du point de vue de la demande que de l'offre des services climatiques pertinents ; ces faiblesses ayant contribué à l'utilisation limitée des données climatiques dans les processus de développement en Afrique. A cet égard, le programme permettra l'implication des services météorologiques et hydrologiques régionaux et nationaux dans la définition des programmes nationaux de développement, en vue d'établir des liens entre les services climatiques et les priorités de développement. ClimDev-Afrique contribuera à corriger la situation actuelle caractérisée par une utilisation très limitée de l'information climatique dans les pratiques de développement.

3

Les bénéficiaires finaux du programme seront: les communautés rurales ayant des conditions d'existence sensibles au climat ; les paysans dépendant de l'agriculture pluviale, les communautés en situation d'insécurité alimentaire, les communautés vulnérables au paludisme et autres maladies liées au climat, les communautés dépendant des ressources en eau incertaines et d'autres ressources naturelles ; les communautés à risques de catastrophes, et les communautés ayant un faible accès à l'énergie.

3. Parties prenantes et bénéficiaires du programme

ClimDev-Afrique est un programme continental conçu pour avoir des impacts au niveau local. Les bénéficiaires directs du programme seront les « Décideurs politiques » auxquels ClimDev est censée servir. Ce sont : les Communautés Economiques Régionales (CER), les Organismes des Bassins ; les Gouvernements nationaux ; les Parlementaires ; les Négociateurs africains ; et les Décideurs politiques et les Institutions d'appui aux politiques

Ce groupe de décideurs politiques est soutenu avec des connaissances, l'appui à la prise de décision et des recommandations de la part d'un groupe de bénéficiaires appelé ici « d'appui aux politiques » à savoir: la Société civile, les Universités et Instituts de recherche, les Mass médias, les Institutions financières (banques, assurances, marchés financiers), les Autorités locales, et au besoin, les Organisations internationales ayant des fonctions d'appui aux connaissances et au savoir-faire.

À travers ces institutions, le programme cherche à améliorer la résilience des populations africaines face aux changements climatiques, permettant ainsi des activités d'adaptation efficaces.

Les bénéficiaires finaux du programme seront: les communautés rurales ayant des conditions d'existence sensibles au climat ; les paysans dépendant de l'agriculture pluviale, les communautés en situation d'insécurité alimentaire, les communautés vulnérables au paludisme et autres maladies liées au climat, les communautés dépendant des ressources en eau incertaines et d'autres ressources naturelles ; les communautés à risques de catastrophes, et les communautés ayant un faible accès à l'énergie.

4

**Le programme
ClimDev-Afrique
a reçu une forte
adhésion politique
de la part des
Chefs d'Etat et de
Gouvernement de
l'Union Africaine et
de la Communauté
internationale.**

4. Mandat du programme

Le programme ClimDev-Afrique a reçu une forte adhésion politique de la part des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine et de la Communauté internationale. La préparation et la planification du programme a suivi le processus suivant :

- (v) L'atelier des parties prenantes organisé en Avril 2006 à Addis Abeba par le Système Mondial d'Observation du Climat (SMOC) et la CEA, qui a permis de formuler la Stratégie et le Plan d'Action « Climat pour le Développement en Afrique » ;
- (vi) La huitième Session Ordinaire de l'Union Africaine tenue en Janvier 2007 à Addis Abeba, a adopté le Plan d'Action d'Avril 2006, et a appelé « les Pays membres et les CER, en collaboration avec le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement, d'intégrer les considérations liées aux changements climatiques dans les stratégies et programmes de développement aux niveaux national et régional ». la Session a demandé à « la Commission de l'Union Africaine, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et la Banque Africaine de Développement de développer et de mettre en œuvre le Plan d'Action et de rendre compte de façon biannuelle de ses progrès » ;
- (vii) Un Groupe de travail spécial, incluant 25 éminents experts en Climat et Développement, réuni par la CUA du 18 au 19 Mars 2008 à Addis Abeba, a fourni des éléments supplémentaires à la préparation du programme ;
- (viii) L'approbation de la mise en place du Centre Africain des Politiques Climatiques (CAPC) par la première réunion annuelle conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances de l'Union Africaine, et la Conférence des Ministres Africains des Finances, du Plan et du Développement Economique de la CEA, ayant eu lieu en Avril 2008 à Addis Abeba ; et
- (ix) L'adhésion de la douzième session de la Conférence Ministérielle Africaine de l'Environnement (CMAE) à Johannesburg du 10 au 12 Juin 2008. Cette 12^{ème} session a spécialement soutenu « le processus de développement du programme ClimDev-Afrique » et demandé à « la CUA, la CEA et la BAD d'accélérer la finalisation du document-programme et sa diffusion en vue de s'assurer de la participation de la CMAE dans le programme Climat pour le Développement en Afrique ». La Session a « accueilli et soutenu la mise en en place du CAPC de la CEA, en mettant l'accent sur son rôle dans l'appui à l'intégration des changements climatiques dans les processus de développement économique et de planification en Afrique, et a appelé le PNUE, l'OMM et d'autres institutions pertinentes de jouer un rôle actif dans cette initiative ».

5

**Information
climatique
largement
disponible, fiable et
de bonne qualité.**

5. Description du Programme (Objectif, Résultats, Activités et livrables)

Le principal objectif du programme ClimDev-Afrique est : *la durabilité de la réduction de la pauvreté et d'autres OMD en Afrique.*

Le principal accomplissement attendu du programme est que *“les Politiques et Décisions sur les pratiques en Afrique prennent entièrement en compte les risques et opportunités des changements climatiques à tous les niveaux (régional, sous-régional, national, local, communautaire et individuel) ».*

L'objectif du programme ClimDev-Afrique au lancement et à la Phase 1 (1+3 ans) est : *de renforcer les capacités institutionnelles des institutions nationales, sous-régionales et régionales en vue de rendre efficaces les politiques sensibles au climat.*

ClimDev-Afrique vise à atteindre trois principaux résultats (ou composantes) :

a). Résultat 1 : *Information climatique largement disponible, fiable et de bonne qualité.* L'objectif de ce premier résultat est de s'assurer que les décideurs politiques en Afrique, les organisations d'appui aux politiques et les populations de façon générale, aient accès à une information complète et bien comprise. A travers ce résultat, ClimDev-Afrique appuiera la mise à niveau des réseaux et infrastructures d'observation en vue d'accroître la fourniture des données essentielles pour les services climatiques, le développement des politiques et bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques. Cette composante du programme inclura l'appui au renforcement des capacités, l'évaluation et la recherche sur les systèmes d'alerte précoce, la prévision saisonnière et les projections et scénarios climatiques à long terme aux échelles continentale et sous-régionale.

Les activités sous ce résultat sont les suivantes:

- (i) Sauvegarde des données météorologiques et hydrologiques historiques ;
- (ii) Gestion des données climatiques et hydrologiques ;
- (iii) Mise à niveau des systèmes d'observation et de collecte des données de l'atmosphère et des réseaux de surface ;
- (iv) Contrôle de qualité des gaz à effet de serre, qualité de l'air, des lacs intérieurs, des océans africains, des environnements côtiers et des glaciers ;
- (v) Observations hydrologiques et gestion des données ;
- (vi) Détection et attribution des sources et puits de carbone ;
- (vii) Alerte précoce et prévisions saisonnières ;
- (viii) Les projections et scénarios climatiques à long terme ; et
- (ix) Organisation du contenu de l'information climatique pour tous les secteurs sensibles au climat et les utilisateurs finaux.

Les organisations africaines en charge du climat, de la météorologie et des ressources en eau, y compris les services nationaux de la météorologie et de l'hydrologie, sont les principaux bénéficiaires de ce résultat.

(b) Résultat 2: *Analyse de la qualité pour l'appui à la prise de décision et la gestion des pratiques.* L'objectif de ce résultat est de générer *des capacités scientifiques renforcées pour produire des analyses d'appui aux politiques de bonne qualité et des bonnes pratiques à différents niveaux (du régional au local).* Dans ce résultat, un appui aux politiques de qualité, y compris un échange efficace d'informations, des évaluations des impacts des changements climatiques et des outils de prise de décision pour la gestion de l'adaptation, seront d'abord produits par les communautés de recherche africaines. Essentiellement, ce résultat inclut l'identification

Analyse de la qualité pour l'appui à la prise de décision et la gestion des pratiques.

des bonnes pratiques dans les secteurs sensibles au climat qui, à travers la communication et la mise en réseau, impulseront l'implication des communautés en vue de l'anticipation des événements météorologiques extrêmes et pour l'adaptation aux changements climatiques. La composante assurera aussi la production, la communication et la diffusion des contenus d'information utiles et accessibles, permettant aux communautés locales détentrices de l'information de mieux s'adapter à un climat en perpétuel changement. Ainsi, les projets qui seront soutenus disposeront d'un plan de sensibilisation.

Ce résultat inclut les activités suivantes :

- (i) La cartographie des capacités institutionnelles, suivie du renforcement de ces capacités ;
- (ii) Le système de gestion des connaissances pour le partage des informations, des connaissances, des expériences et des bonnes pratiques ;
- (iii) Les analyses et évaluations des risques, vulnérabilités et coûts-bénéfices ;
- (iv) Le développement des outils d'appui à la prise de décision et de gestion de l'adaptation ;
- (v) La revue des politiques en vue de l'identification des enjeux politiques nécessitant des améliorations ;
- (vi) L'identification, l'analyse et les recommandations des options politiques ;
- (vii) Les bonnes pratiques pour l'anticipation des changements climatiques à tous les niveaux (pour application et usage aux échelles communautaire et individuelle) ;
- (viii) Les politiques pour la mise en œuvre au niveau national des conventions internationales ;
- (ix) La communication scientifique et des bonnes pratiques à tous les niveaux (pour application et usage aux échelles communautaire et individuelle) ;
- (x) L'appui en matière de connaissances pour les négociateurs africains.

(c) Résultat 3: Prise de décision informée, prise de conscience et plaidoyer. A travers ce résultat, ClimDev-Afrique contribuera au dialogue politique et à l'appui à l'adaptation aux changements climatiques et au développement des processus de prise de décision aux niveaux continental, sous-régional, national et local. Il renforcera les programmes de développement sous-régional et national à travers l'élaboration et la mise en œuvre des politiques intégrant l'adaptation aux changements climatiques. Il va promouvoir les bonnes pratiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Le programme va continuellement renforcer l'application des bonnes pratiques à travers un échange soutenu des connaissances au niveau continental, et le partage des initiatives de politiques et des solutions. L'une des activités essentielles de ce résultat est de faciliter la contribution de l'Afrique au processus de négociation sur le régime climatique post-2012 à travers des études analytiques et des ateliers de concertation et en fournissant un appui au développement et l'avancement de la position commune africaine sur les changements climatiques. Les activités de ce résultat sont :

- (i) Renforcement des capacités et appui en matière de connaissances pour les décideurs politiques ;
- (ii) Renforcement des capacités et appui en matière de connaissances pour les négociateurs ;
- (iii) Renforcement des capacités et appui aux Communautés Economiques Régionales et les Organisations Sous-Régionales ;
- (iv) Prise de décision inclusive et informée ;
- (v) Formation et prise de conscience ;
- (vi) Communication efficace; et
- (vii) Sensibilisation à tous les niveaux.

**Prise de décision
informée, prise
de conscience et
plaidoyer.**

Le leadership politique du programme ClimDev-Afrique sera assuré par la CUA qui coordonnera la réponse politique au niveau continental et les négociations globales. La Banque Africaine de Développement appuiera les projets d'investissement alors que la CEA conduira les interventions politiques.

Les résultats du programme seront donc délivrés conformément aux trois niveaux de résultats ci-dessus, et ce, à travers trois niveaux de livrables, à savoir notamment : le Centre Africain des Politiques Climatiques (CAPC), l'Unité Changements Climatiques et Contrôle de la Désertification de la CUA, et le Fonds Spécial ClimDev-Afrique (FSCA).

Livable A : Centre Africain des Politiques Climatiques (CAPC) qui a été établi à la CEA comme étant le Secrétariat de ClimDev-Afrique. Le CAPC aura à accomplir trois fonctions essentielles suivantes permettant de réaliser les objectifs de ClimDev-Afrique : (i) assurer le développement des capacités en matière de politiques climatiques en Afrique ; (ii) les fonctions managériales du programme ClimDev-Afrique, et (iii) assurer les fonctions de secrétariat et d'administration. Les activités du CAPC, les évaluations des impacts sectorielles, les synthèses thématiques et les travaux d'analyse du CAPC contribueront donc à l'atteinte des résultats ci-dessus. Les activités de gestion du programme du CAPC vont inclure la contribution à l'identification, la préparation et les études de faisabilité des projets opérationnels prioritaires; les supervisions périodiques des activités nationales/régionales; la revue à mi-parcours; revue à l'achèvement des projets; les audits annuels externes; et les contributions au coût des évaluations externes.

Livable B: L'Unité Changements Climatiques et Contrôle de la Désertification de la CUA (AUC/CCDCU), dont la mise en place a été approuvée lors de la 13ème session ordinaire du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine en Juin 2009 à Syrte en Libye. L'Unité servira d'institution d'ancrage à la CUA pour l'avancement de la position commune Africaine sur les changements climatiques; elle servira aussi comme bras technique pour la réalisation du mandat de la CUA en matière de leadership politique sur les questions des changements climatiques, y compris le ClimDev-Afrique.

Livable C: Le Fonds Spécial ClimDev-Afrique (FSCA) servira au financement sur demande des projets soumis par les agences d'exécution des projets en Afrique. Les activités ayant trait à l'atteinte des résultats et objectifs du programme seront ainsi financées. Le FSCA a été établi à la Banque Africaine de Développement. L'Unité de coordination du FSCA gèrera les opérations du Fonds conformément à l'article 8 de la BAD et conformément à ses règles et procédures internes. La gestion financière du FSCA sera assurée avec probité, économie, efficience et efficacité. Le modèle proposé pour l'opération du Fonds distinguera clairement les activités techniques de l'administration financière.

6

Le Conseil d'Administration du Programme du Secrétariat Conjoint CUA/CEA/BAD et le Président de la Conférence Ministérielle Africaine de l'Environnement assureront les fonctions de surveillance.

6. Gouvernance du Programme

Le programme sera géré par les organes suivants:

Le **Conseil d'Administration du Programme** (CAP) du Secrétariat Conjoint CUA/CEA/BAD et le Président de la Conférence Ministérielle Africaine de l'Environnement (CMAE) assureront les fonctions de surveillance. Le CAP s'assurera que la vision, la mission et les objectifs de ClimDev-Afrique seront maintenus. La reddition des comptes pour les opérations de ClimDev-Afrique seront à la charge du CAP. Le CAP recevra le Rapport Annuel des opérations de ClimDev-Afrique (couvrant à la fois les activités et le financement) ainsi que les comptes-rendus des réunions du Comité de Pilotage.

Sous la responsabilité du CAP, il y aura le **Comité de Pilotage du Programme** (CPP) qui agira aussi comme **Conseil de Gouvernance et Conseil d'Administration du CAPC et du FSCA**. Le CPP assurera le contrôle du Programme en approuvant les projets éligibles au financement du FSCA et prenant des décisions sur l'allocation des ressources du Fonds. En particulier, le CPP :

- (i) Mettra en place une stratégie de direction et exercera un contrôle financier du CAPC et du FSCA ;
- (ii) Sera responsable de l'approbation et du contrôle des programmes de travail et des budgets du CAPC et du FSCA ;
- (iii) Réviser les rapports annuels des activités du Centre et les activités financées sur les ressources du Fonds ;

Le CPP sera un organe multi-parties prenantes composé des membres décideurs (issus de la CUA, la CEA, la BAD et la CMAE) et d'autres membres ayant seulement un rôle de conseil.

La **Conférence Annuelle** se tiendra en vue de s'assurer que les liens avec les principales parties prenantes impliquées dans le processus de ClimDev-Afrique seront maintenus. La Conférence Annuelle servira ainsi de forum pour des consultations au sujet des opérations de ClimDev-Afrique, offrira des opportunités pour échanger les informations et apprendre des opérations de ClimDev-Afrique et des activités similaires, et assurer la cohérence de ClimDev-Afrique avec les autres activités, entre autres.

Outre ces organes principaux, il sera fait appel à des Conseillers Techniques faisant partie d'un **Panel d'Experts** pour s'assurer que le développement des politiques et la revue technique des propositions de financement sont en conformité avec les bonnes pratiques internationales.

7

Le programme ClimDev-Afrique sera mis en œuvre graduellement. La vision est que, une fois que les capacités essentielles sont déployées au niveau du CAPC pour coordonner la prise de décision et gérer les opérations de ClimDev-Afrique, l'implication et la sollicitation des Communautés Economiques Régionales et d'autres organisations en charge de la météorologie, du climat ainsi que les Agences des Bassins, seront accrus.

7. Mise en Œuvre et Suivi

Le programme ClimDev-Afrique sera mis en œuvre graduellement. La vision est que, une fois que les capacités essentielles sont déployées au niveau du CAPC pour coordonner la prise de décision et gérer les opérations de ClimDev-Afrique, l'implication et la sollicitation des Communautés Economiques Régionales et d'autres organisations en charge de la météorologie, du climat ainsi que les Agences des Bassins, seront accrus.

La **Phase 1** comprend les actions indicatives de lancement en 2010 :

- (i) Mettre en place les capacités managériales basiques au niveau du CAPC, y compris l'établissement d'un Bureau au sein de la CEA, le recrutement du personnel (utilisant le système et les procédures de l'ONU), la création d'un site web (utilisant les facilités de gestion web de la CEA), et l'élaboration des documents et plans détaillés de mise en œuvre des projets ;
- (ii) Initier les activités de prise de décision à travers l'opérationnalisation de l'Unité Changements Climatiques et Contrôle de la Désertification de la CUA ; et
- (iii) Mettre en place le Fonds Spécial ClimDev-Afrique, y compris la finalisation des procédures et processus, et critères d'approbation des financements.

La **Phase 2** concernera le fonctionnement de ClimDev-Afrique (2011-2013). Cette phase consistera à approfondir le travail du programme. Les actions pour la deuxième et la troisième année seront finalisées pendant la première année, avec les plans finaux approuvés suite à la revue du lancement devant avoir lieu au quatrième trimestre de la première année. Le suivi et la préparation des rapports du programme porteront sur trois aspects, notamment les opérations du programme en général ; les activités financées par le Fonds Spécial ClimDev-Afrique ; et la performance des fonctions administratives et financières.

La préparation de ClimDev-Afrique a pris en compte les bonnes pratiques et les leçons apprises de la mise en œuvre et de la coordination des politiques et programmes de grande envergure. La préparation du programme est ainsi basée sur d'importantes leçons apprises. La volonté politique, l'appropriation et la reddition des comptes, seront assurées grâce à l'engagement politique des Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains, les Ministres des Finances et du Plan, et les Ministres de l'Environnement ; engagement qui a déjà servi au développement du programme.

Le Secrétariat Conjoint des Responsables des trois Institutions Africaines (CUA, CEA, BAD) et le Président de la CMAE assureront une surveillance directe du Centre Africain des Politiques Climatiques (CAPC) et les opérations du Fonds Spécial ClimDev-Afrique (FSCA). Cela dénote des bonnes pratiques en termes d'appropriation politique et de reddition des comptes.

Les arrangements conjoints de gestion selon lesquels la CUA, la CEA et la BAD prennent collectivement les décisions en qui concerne la mise en œuvre des activités, permettent d'assurer une meilleure cohérence institutionnelle.

En vue d'éviter les chevauchements avec les mandats sous-régionaux, les opérations de ClimDev-Afrique prendront en compte les évaluations en cours des capacités des Communautés Economiques Régionales et d'autres Organisations Sous-régionales. Par conséquent, il en sera tenu compte lors de la mise en œuvre du programme, ce en vue de clarifier les mandats respectifs, de renforcer les capacités sous-régionales, et progressivement d'assurer l'implication des Organisations Sous-régionales dans les opérations de ClimDev-Afrique.

Les opérations du programme consistant en ses deux principaux aspects que sont le CAPC et le FSCA, seront basées sur des activités similaires récentes ayant démontré des succès. Ces initiatives sont le Centre Africain des Politiques Commerciales (ATPC) de la CEA et le Fonds Forestier du Bassin du Congo (FFBC) de la BAD. La gouvernance de ClimDev-Afrique et les opérations du CAPC et du FSCA seront donc essentiellement basées sur les leçons tirées de la récente préparation et mise en œuvre du FFBC.

8

8. Le Financement du Programme

Le financement du programme sera assuré à travers une combinaison des financements-programme et des modalités communes des fonds spéciaux. Les dépenses totales, comme montrées dans le budget estimatif ci-dessous, sont estimées à 147 millions de dollars US pour une période initiale de 4 ans. Il est important de noter que, puisque le Fonds Spécial est censé être basé sur la demande, ce chiffre est susceptible d'être révisé.



